

Pratiquer le droit du travail

RS6667 · RS · Publiée

L'essentiel

Code(s) NSF	128g, 315, 315p
Formacode(s)	13222, 33071, 33070, 33086, 33030
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	27/06/2024
Date d'échéance	27/06/2029

Certificateur(s)

UNIVERSITE BOURGOGNE EUROPE · SIRET : 93823061200013

UNIVERSITE DIJON BOURGOGNE · SIRET : 19211237300019

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La certification "Pratiquer le droit du travail" a été créée pour répondre aux attentes de tout professionnel dont l'activité professionnelle consiste pour partie à faire appliquer le droit du travail (délégués syndicaux, membres de CSE, professionnels RH, gestionnaires de paie, avocats, conseillers prud'homaux, etc.), ce qui implique à la fois la maîtrise d'un socle de connaissances et d'une méthodologie de cas pratique appliquée au droit du travail.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

1. Articuler les différentes sources du droit du travail (code du travail, sources professionnelles, jurisprudence, etc.), en les analysant de façon pertinente, afin d'appliquer la réglementation qui s'impose à la situation factuelle donnée.
2. Analyser les contrats de travail et le statut collectif (conventions collectives, règlement intérieur, usages, etc.) de la structure (entreprises, association, etc.) afin de s'assurer de leur conformité vis-à-vis de la réglementation en vigueur en matière de droit du travail.
3. Rédiger des actes (des conclusions, des contrats et autres documents courants de la gestion salariale à valeur juridique, de type contrats de travail, règlement intérieur, lettre de licenciement, etc.), en tenant compte du formalisme et des procédures juridiques en droit du travail, afin de limiter les risques de contentieux.
4. Garantir l'application des obligations légales et réglementaires relatives à la relation de travail (embauche, discipline, mutation, santé au travail, formation, révision et rupture du contrat de travail) et la mise à jour des procédures et politiques internes, en tenant compte des évolutions réglementaires et en les portant à la connaissance des différents interlocuteurs concernés (employeurs, salariés, CSE, etc.), afin d'éviter tous risques juridiques.
5. Renseigner son interlocuteur (salarié, employeur, etc.) sur ses droits et obligations en mobilisant les connaissances requises en droit du travail pour lui fournir les informations nécessaires à la prise de décisions étayées.
6. Identifier le besoin de s'adjoindre les services d'un spécialiste pour disposer d'une expertise ciblée permettant de traiter une problématique, ou un problème ponctuel relevant du droit du travail et se situant au-delà de son niveau d'expertise.
7. Informer les salariés et employeurs de leurs droits et devoirs vis-à-vis de la réglementation liée aux conflits collectifs (droit de grève), en tenant compte des enjeux juridiques des deux parties, afin de prévenir tout contentieux.
8. Accompagner la mise en place du CSE et l'exercice de ses attributions, en garantissant une communication efficace entre la direction et les salariés, afin de favoriser la représentation de ces derniers et l'amélioration des conditions de travail.
9. Préconiser les conseils et/ou solutions adaptés à une situation juridique porteuse d'enjeux ou risques particuliers en matière de santé au travail, pour prévenir le contentieux social, en veillant au respect des règles de sécurité

juridique.

10. Bâtir un raisonnement juridique rigoureux en élaborant une argumentation synthétique et pertinente afin d'apporter une position, ou une solution en cohérence avec les éléments du dossier.

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation continue

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Le candidat doit être, à minima, titulaire d'une certification de niveau 4 et justifier d'une expérience significative en lien avec le droit du travail.

La certification s'adresse aux publics suivantes:

délégués syndicaux, membres de CSE, professionnels RH, gestionnaires de paie, avocats, conseillers prud'homaux...

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

Un responsable pédagogique, un professionnel externe

Base légale

Date de décision	27/06/2024
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	27/06/2029
Date de dernière délivrance possible	27/12/2029

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rs/6667/>

Où se former

Formations référencées	1
Organismes	1
Régions couvertes	1
Prix indicatif	2 200 €
Durée	120 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	9
Parcours menés à terme	6
Taux d'achèvement	67 %
Période	10/2024 – 10/2025

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	9
Montant total engagé	25 600 €
Coût moyen par dossier	2 844 €
Durée moyenne	120 h
Période	07/2024 – 10/2025
France compétences	90 %
Reste à charge titulaire	8 %
Entreprise	2 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.